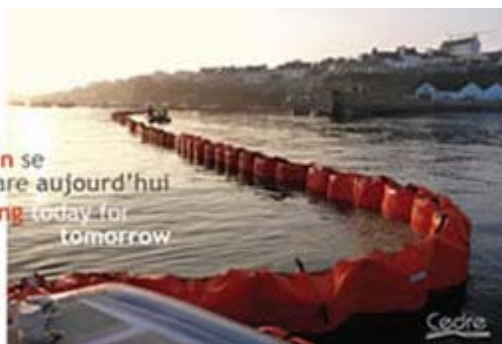


## N° 252 - événements de décembre 2016



Demain se  
prépare aujourd'hui  
Preparing today for  
tomorrow



L'équipe du Cedre vous souhaite une heureuse année 2017

### En bref

#### Formations

► Le 9 décembre : formation "lutte en zone portuaire" au **CNFPT** Bretagne à Vannes - 15 participants

#### Agenda

► **IOSC** du 15 au 18 mai 2017 à Long Beach, Californie, Etats-Unis

► **ICOPCE** du 25 au 28 avril 2017 à Singapour

### Intervention

Ce mois-ci, les échanges ont continué avec divers interlocuteurs du Pas-de-Calais suite aux arrivages de boulettes de paraffine ([Lettre 251](#)). Le laboratoire du Cedre a notamment confirmé la nature du produit. Nous avons également répondu aux interrogations de la **DDTM** 13, confrontée à une pollution ancienne par benzène. Nous avons été mobilisés dans le cadre de l'échouement du *Citius* en Seine et avons envoyé des informations sur l'impact potentiel et les actions à mener en cas de déversement de charbon, en plus des fiches de données de sécurité sur les carburants présents à bord. Enfin, nous avons été questionnés par le **SIDPC** et le **SDIS** 22 suite à un accident routier de transport de méthane. Côté exercices, nous avons été interrogés par nos collègues slovaques lors d'un *ring test* **ICE** sur du benzène, et par l'**ARS** de Normandie sur du trifluorure de bore. Nous avons à notre tour testé les points focaux du réseau ICE en organisant un *ring test* sur l'acide acrylique.

### Réunion du conseil d'administration et assemblée générale du Cedre

Le 6 décembre, la réunion du conseil d'administration et l'assemblée générale du Cedre se sont tenues à Paris, à l'invitation des Armateurs de France. À ces occasions, le budget prévisionnel revu de l'exercice 2016 et le budget initial de l'exercice 2017 ont été approuvés. Le conseil d'administration a validé la nomination à la présidence du comité stratégique, de Patricia Mani, directrice de la gestion de crise et de l'ingénierie environnementale et sociétale au sein du Groupe Total. Elle succède à Frédéric Périé qui a été appelé à d'autres fonctions suite à une évolution des structures internes du Groupe. L'assemblée générale a également validé l'élection de François Léotoing, support gestion de crise et antipollution à la direction **HSE** du Groupe Total pour le remplacement de Frédéric Périé qui représentait également le Groupe Total à cette fonction.

### Visite d'une délégation norvégienne

Le 8 décembre, nous avons accueilli une délégation de sept personnes issues de trois institutions norvégiennes : Ministère des transports et des communications, Administration côtière norvégienne et Conseil du comté de Nordland. Cette visite s'inscrivait dans le cadre d'une étude de faisabilité d'un centre national multi-missions : déversements accidentels d'hydrocarbures, déchets marins, support aux activités de pêche et aquaculture. Les échanges ont porté sur le fonctionnement du Cedre et sur ses missions depuis sa création et sur les possibilités d'une collaboration future entre les deux centres.

### Interspill : signature d'un mémorandum d'accord

Le 13 décembre, un mémorandum d'accord a été signé dans les locaux de l'**AESM** à Lisbonne par les différentes entités organisatrices d'**Interspill** : AESM, Cedre, **FIPOL**, **IPIECA**, **ITOPF**, **NOSCA**, **OMI**, **OSRL**, **SYCOPOL**, **UKSpill**. Ce document explicite les relations entre le Comité directeur d'**Interspill** Ltd, qui assure la gouvernance commerciale de l'événement et le Comité **Interspill** chargé de sa supervision technique.

### Présentation d'Argepol à la Zone de Défense Sud-Ouest

Le 9 décembre, un ingénieur du Cedre a participé à la réunion du Comité technique **POLMAR**-Terre du Plan **ORSEC** Zonal Sud-Ouest, à Bordeaux, afin de présenter l'outil **ARGEPOL**. Cet outil **WEB-SIG** permet d'assurer, en cas d'accident majeur, un suivi journalier de la pollution du littoral et des chantiers **POLMAR** départementaux. Cette présentation était l'occasion de recueillir les remarques des acteurs **POLMAR** sur les fonctionnalités de l'outil et sur son articulation possible dans le dispositif **ORSEC** actuellement en place.

## Visite du préfet du Finistère

Pascal Lelarge, préfet du Finistère, a consacré l'après-midi du 20 décembre au dispositif **POLMAR-Terre**. Il était accompagné de représentants de la **DDTM 29** et du **SIDPC 29**. Après une présentation de l'**ORSEC POLMAR-Terre** par M. Jean Pierre Guillou chef du service du Littoral à la DDTM 29, notre directeur, Stéphane Doll, a présenté les activités du Cedre et fait visiter nos installations. Le préfet s'est ensuite rendu au centre de stockage POLMAR de Brest pour une présentation des nombreux équipements de lutte qu'il détient.

## Formation POSOW II au Maroc et clôture du projet

Le projet **POSOW II**, plusieurs fois évoqué dans la Lettre du Cedre, s'est conclu par une formation organisée à Rabat les 20 et 21 décembre avec le soutien du Ministère de l'environnement et de l'Agence Nationale des Ports. Durant deux jours, les formateurs formés au Cedre en avril dernier ont à leur tour délivré des cours à une vingtaine de leurs concitoyens issus de l'administration ou d'**ONG**. Le cours a été illustré par une visite du stock antipollution du port de Mohammedia.

## Forum "Biodiversité et Economie"

Le directeur du Cedre a été invité par le **MEEM** à faire une intervention lors de l'atelier "Comment lever les blocages de la commande publique en faveur de la biodiversité?" au forum Biodiversité et Economie des 24 et 25 novembre. Stéphane Doll a appuyé son argumentaire sur ses expériences professionnelles diverses ; d'abord en tant qu'acteur public en charge de la préparation de cahiers des charges ainsi que de l'analyse d'offres industrielles et de services, puis en tant qu'industriel analysant et répondant à des offres publiques. Les objectifs de cette présentation : mettre en avant les risques et opportunités pour les entreprises et la commande publique, identifier de nouveaux marchés potentiels en faveur de la biodiversité et suggérer quelques points d'évolution du cadre réglementaire actuel.

## Présentation du projet REMANTAS

Le 30 novembre, un ingénieur s'est rendu à Vienne pour présenter le projet **REMANTAS** financé par l'Agence nationale de la recherche, lors d'un séminaire organisé dans le cadre du programme **Water JPI**. Ce dernier vise à mettre en relation les instituts ayant un projet de recherche financé à l'échelle européenne ou nationale et portant sur la thématique de la qualité des eaux. Au cours de cette rencontre, des axes futurs de recherche ont été identifiés, notamment la problématique des contaminants chroniques issus de l'agriculture dont la persistance est révélée et qui finissent en mer, entraînant bien souvent des impacts environnementaux. Lors de cette journée, le projet REMANTAS s'inscrivait dans la thématique des techniques innovantes permettant de suivre la qualité des eaux.

## Séminaire du projet HNS-MS

Les 13 et 14 décembre s'est tenu à Bruxelles le séminaire de présentation aux différentes parties prenantes des résultats du projet européen **HNS-MS** (*Improving Member States preparedness to face HNS pollution of the marine system*) financé par la DG ECHO. Il s'est déroulé dans les locaux du *Belgian Federal Public service, Health, Food Chain Safety and Environment*, organisateur et partenaire du projet. Les résultats des tests et des analyses ayant permis d'améliorer la connaissance du comportement des produits chimiques dans l'eau marine, les développements de modèles de comportement et de dérive ainsi que les cartes de sensibilité environnementale et socio-économique élaborées sous **SIG** ont été présentés. L'outil final à destination des autorités en charge de la lutte a été présenté : il s'agit d'une plateforme web permettant l'accès aux données et le lancement de modélisations. La trentaine de participants comportait des représentants des autorités et experts des pays de l'Accord de Bonn (Otsopa), ainsi que des représentants de l'**AESM**, du **CEPPOL**, de l'**ITOPF**, de Météofrance, de l'**OMI** et d'**OSPAR**.

## Pollution de Donges : le préjudice écologique reconnu au profit de la LPO

Le 9 décembre, la Cour d'appel de Rennes a reconnu le préjudice écologique au profit de la LPO, suite à la **pollution de l'estuaire de la Loire** par du fioul de soute. Les faits : le 16 mars 2008, une canalisation reliant un bac de stockage de la raffinerie de Donges (44) à un appontement de chargement se fissure. Malgré une intervention rapide, des hydrocarbures se répandent sur le site et se déversent dans un affluent de la Loire. En janvier 2012, les parties civiles s'étaient vues refuser par le Tribunal correctionnel de Saint-Nazaire le bénéfice du préjudice écologique. En septembre 2013, la Cour d'appel de Rennes avait reconnu aux associations le droit de se porter partie civile au nom du préjudice écologique, sans fixer de montant d'indemnisation de ce préjudice pour la LPO. En mars 2016, la Cour de cassation annule cette décision estimant que la Cour d'appel de Rennes aurait dû fixer un montant. Le dossier a été renvoyé vers la Cour d'appel qui a rendu sa décision, reconnaissant le préjudice écologique au profit de la LPO.

[Se désabonner de la lettre du Cedre](#)

[Informations légales](#)

[Nous contacter](#)

Un geste pour la planète, n'imprimez pas vos messages !